



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n° 65-2025-08-08-00002

mettant en demeure la société DECONS

**de respecter des prescriptions réglementaires relatives à la dépollution et au démontage
de véhicules hors d'usage**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment l'article R.541-43 ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 03 juillet 2025 portant nomination de Mme Émeline BARRIÈRE en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté ministériel modifié n° DEVP1238447A du 02 mai 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel n° DEVP1206435A du 02/05/2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015105-0006 du 15 avril 2015 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 janvier 1992, réglementant les activités de transit de déchets et le centre VHU exploités par la SAS Chanfrau Environnement sur la commune de Séméac ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2014 portant agrément des installations de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usages (VHU) exploitées par la société CHANFRAU RECYCLAGE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2018-04-10-0001 du 10 avril 2018 actant le changement d'exploitant et portant agrément VHU au bénéfice de la SAS Decons Sud Aquitaine ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2019-10-15-001 du 15 octobre 2019 relatif à la mise à jour des quantités maximales de déchets entreposés sur le site ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2024-07-26-0001 de mise en demeure du 26/07/2024 pris à l'encontre de la société DECONS SUD AQUITAINE de respecter des prescriptions réglementaires relatives à la gestion, le stockage et la traçabilité des déchets, la canalisation des effluents, la surveillance des eaux du site et la réalisation des campagnes d'analyses des Per-polyfluoroalkylées (PFAS) sur son établissement situé sur la commune de Séméac ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2025-07-28-00001 du 28 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Émeline BARRIÈRE, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Considérant le rapport de l'inspection de l'environnement du 11/07/2025 faisant suite à la visite d'inspection du site en date du 13 mai 2025, dont une copie a été transmise à l'exploitant par courrier en date du 16/07/2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté le 16/07/2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Considérant l'absence de réponse de la société SAS Decons Sud Aquitaine dans le délai imparti de 22 jours dans le cadre du contradictoire ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 13 mai 2025, les inspecteurs de l'environnement ont constaté la présence de véhicules hors d'usage stockés dans la zone en attente d'élimination non complètement dépourvus des fluides et des liquides contenus dans les réservoirs, des contenants susceptibles d'exploser, des pneumatiques et des catalyseurs ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 13 mai 2025, les inspecteurs de l'environnement ont constaté la dépollution partielle des véhicules hors d'usage destinés à l'élimination ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 13 mai 2025, les inspecteurs de l'environnement ont constaté la présence d'écoulement de carburant à l'arrière de la benne du camion transporteur et se dispersant sur le sol ;

Considérant que cet écoulement confirme l'absence de dépollution des véhicules hors d'usages chargés dans le camion en vue de leur élimination ;

Considérant que la dépollution incomplète de véhicules hors d'usage est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement notamment en termes de pollution des sols et des milieux ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 13 mai 2025, les inspecteurs de l'environnement ont constaté que le bassin de rétention des eaux incendie était rempli et ne permettait pas de réceptionner les eaux issues d'un incendie ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DECONS de respecter les dispositions de son Arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

Article 1: Respect des dispositions réglementaires des opérations de démontage et dépollution des VHU

La société DECONS, n° SIRET 832 209 944 000 20, située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour les déchets non autorisés à être réceptionnés sur son site, **est mise en demeure de respecter sans délai** les dispositions de l'article 5.4.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015 susvisé **en procédant au respect des dispositions réglementaires liés aux opérations de dépollution.**

Article 2: Valorisation des VHU dépollués

La société DECONS, n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour les véhicules hors d'usage non dépollués réceptionnés sur son site, **est mise en demeure de respecter sans délai** les dispositions de l'article 5.4.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015 susvisé **en garantissant la dépollution complète des véhicules hors d'usage et leur évacuation conformément à la réglementation en vigueur.**

La société DECONS procède à la vérification nécessaire à cette fin (vérification du retrait de l'ensemble des fluides liquides et gazeux et des matériaux valorisables).

Article 3 : Rétention des eaux utilisées lors d'un incendie

La société DECONS, n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour les déchets non autorisés à être réceptionnés sur son site, **est mise en demeure de respecter sous un délai de deux mois** les dispositions de l'article 26 bis de l'Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé **en garantissant la rétention de l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.**

Article 4 : Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 3, le paiement d'une astreinte journalière ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant conformément au 1° et 2° du I de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 5 : Information des tiers

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Séméac pour y être consulté.
- Un extrait du présent arrêté, est affiché à la mairie de Séméac pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture des Hautes-Pyrénées – pôle environnement–installations classées ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,
- M. le maire de Séméac,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

– **pour notification** à M. le directeur de la société DECONS,

– **pour information** à :

- * Mme la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Tarbes,
- * M. le directeur départemental de la police nationale des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, le – 8 AOUT 2025

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Émeline BARRIÈRE

Délai et voie de recours

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet : <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-50 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.